

La gestion de la tranquillité ne suffit plus, de l'urgence d'un débat public !

Centre de tri des déchets de Masseube : un communiqué de LFI Gers sur la gestion des déchets dans le département.



La gestion de la tranquillité ne suffit plus, de l'urgence d'un débat public !

Nous apprenons le projet d'un centre de tri des déchets à Masseube. Sa mise en service, prévue pour 2024, permettrait le traitement de 30 000 tonnes/an, en provenance de l'ensemble du Gers, du sud de la Haute-Garonne, du nord des Hautes-Pyrénées (bassin de 450 000 habitants), pour un budget prévisionnel de 25 Millions d'€. Il concerne donc tous les Gersois. Dans la jolie plaquette intitulée « Les déchets comme vous ne les avez jamais vus ! » les gersois apprennent que la Taxe TGAP (Activités Polluantes) va augmenter pour tous, quelles que soient leurs capacités financières. C'est donc une question d'intérêt général qu'il faut aborder publiquement.

Malgré le statut de Régie Publique, bien meilleur qu'une délégation à des opérateurs privés, Trigone comme porteur du projet, s'est engagé en finançant seul les 200 000€ d'études, dans ce projet contestable sans concertation avec les habitants et les associations environnementales. Chaque citoyen est invité à améliorer ses pratiques de tri, effort en effet nécessaire, mais aucune mesure d'incitation à la réduction des déchets produits n'est prévue !

Quelle est la stratégie de Trigone ?

Il est vrai que la problématique est complexe : la récente émission Cash Investigation l'explique très bien (<https://www.france.tv/france-2/cash-investigation/2874175-dechets-la-grande-illusion.html>)

Ici, dans le Gers on enfouit beaucoup, beaucoup trop ! Parce que l'on ne trie pas bien, parce que l'on ne transforme pas les déchets triés mais les faisons circuler dans de nombreux camions vers d'autres départements. Jusqu'à très récemment, à la déchetterie de Mauvezin, les poubelles de couleurs distinctes étaient jetées dans la même benne ! Rappelons que la transformation est génératrice d'emplois et de revenus non négligeables. Pourquoi le Gers est-il si en retard ?

Depuis la loi NOTRe de 2015, c'est la Région qui doit élaborer un Plan Régional de Gestion des Déchets (PRPGD) en l'intégrant au SRADDET (grand schéma d'aménagement régional) : où en est-on ? Mais surtout ce PRPGD n'est qu'incitatif, et rend donc très difficile, sinon impossible, d'imposer aux maîtrises d'ouvrage, TRIGONE et les divers SICTOM qui le financent, d'assumer, d'anticiper : la désresponsabilisation politique est entière. Rappelons que l'Autorité Environnementale dans son rapport sur le SRADDET Occitanie de l'actuelle majorité explique que ce plan est trop général et "... renforce le sentiment d'une absence de véritable intégration du PRPGD au sein du SRADDET".

On a donc le département du Gers, des élus de SICTOM gersois, les élus de la Région qui laissent TRIGONE se passer d'une concertation avec les concernés ! La démocratie représentative n'est pas synonyme d'opacité mais au contraire processus d'anticipation, d'adhésion de manière à ce que l'intérêt général soit explicite.

Le Gers est un département qui concentre de nombreux défis devant nous : la gestion des déchets, maîtriser le développement complètement anarchique des projets de méthaniseurs, la Gestion de l'Eau si vitale, enfin un nouveau modèle agricole pour gérer les sols comme le préconise le Ministère et le "Varenne de l'Eau" toujours en cours.

Ce qui se passe à Masseube est révélateur d'une gestion de la tranquillité qui ne suffit plus : les pseudos-concertations ont l'habitude de mettre les citoyens devant le fait accompli, là on n'a même pas de semblant de concertation ! Les habitants de Masseube le subissent bien brutalement et les contribuables gersois bien pernicieusement.

Récapitulons : les biens communs que sont l'eau, l'air, les sols, les paysages, la biodiversité sont des domaines où les citoyens gersois subissent les annonces sans pouvoir intervenir lors d'un processus serein, transparent et public.

Que font les élus ? Si ceux-ci ne parviennent pas à gérer correctement, ils n'ont qu'à demander aux citoyens : chiche !

Les Insoumis du Gers, le 12 novembre 2021